



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 10

### Texte de la question

#### POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Arnaud Montebourg. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Arnaud Montebourg. Monsieur le Premier ministre, nous pouvons aujourd'hui mesurer le décalage entre vos discours dans cette enceinte et l'inquiétante réalité de la société française.

M. Richard Mallié. Arrêtez de vous écouter parler !

M. Arnaud Montebourg. En quelques mois, la dégradation du pouvoir d'achat est aussi manifeste qu'éprouvante pour les petits revenus, les retraités et les ménages. Les fruits et légumes ont augmenté en moyenne de 10 %, le pain de 17 %, la viande de 18 %. En plus de cette flambée des prix alimentaires, le gazole a augmenté de 43 %.

Les Français s'inquiètent de vos décisions politiques, et d'abord de votre refus obstiné de proposer, partout où c'est possible, des hausses de salaires. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Ils s'inquiètent de la désindexation annoncée - donc de la fin prochaine - du SMIC, comme de la disparition soudaine d'une promesse de campagne électorale : l'augmentation de 25 % des petites pensions. Vous nous expliquez que vous venez d'autoriser les entreprises à utiliser les heures supplémentaires défiscalisées. Mais ce droit n'existe pas pour les millions d'employés à temps partiel, ni pour les millions de salariés ayant des accords d'annualisation du temps de travail. En revanche, vous avez choisi de taxer les malades avec les franchises, nouvel impôt sur la maladie qui affectera leur pouvoir d'achat,...

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Arnaud Montebourg. ...puisque les mutuelles, en le prenant en charge, augmenteront leurs cotisations.

M. Michel Herbillon. Caricature !

M. Arnaud Montebourg. Vous avez également choisi de taxer les consommateurs par la hausse, minutieusement préparée, de la TVA de quatre à cinq points : nouveau prélèvement sur le pouvoir d'achat du plus grand nombre. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Arnaud Montebourg. Enfin, dans le paquet fiscal voté cet été, vous avez choisi d'améliorer le pouvoir d'achat des hautes fortunes et des grands patrimoines, en transférant sur les classes moyennes et populaires les impôts dont vous exonérez les plus aisés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Veuillez poser votre question.

M. Arnaud Montebourg. Au nom du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche, je ne vous pose, monsieur le Premier ministre, qu'une seule question : ne croyez-vous pas qu'il serait raisonnable de renoncer au paquet fiscal pour consacrer ces 15 milliards d'euros au redressement de nos finances publiques et à la protection du pouvoir d'achat des Français qui ne parviennent plus à boucler leurs fins de mois ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*. Nous ne sommes pas toujours d'accord, monsieur le député, mais nous le sommes au moins sur un point : la priorité du Gouvernement, comme vous l'avez bien compris, c'est le pouvoir d'achat des Français (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine*), au service duquel nous utiliserons tous les moyens - ce qui ne signifie pas n'importe lesquels.

Le premier d'entre eux, c'est évidemment le travail, car c'est grâce à lui que l'on obtient un pouvoir d'achat durable : la défiscalisation des heures supplémentaires y répond. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Deuxième moyen : le crédit d'impôt relatif aux intérêts d'emprunt immobilier, qui bénéficie à tous ceux qui acquièrent une résidence principale. (*Mêmes mouvements.*)

Le troisième est une méthode, la concertation. J'organiserai le 23 octobre prochain une conférence sur l'emploi, le coût du travail et le pouvoir d'achat. Ce dernier volet ne sera pas négligé mais sérieusement traité, comme il l'est déjà dans la concertation avec les organisations syndicales : j'ai tenu en ce sens plus de vingt-quatre réunions depuis deux mois.

Enfin, il y a la concurrence, que nous devons impérativement améliorer pour améliorer le pouvoir d'achat.

M. Christian Bataille. Elle fait au contraire monter les prix !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Une mission a été confiée à la commission Attali. Nous examinerons la réforme de la loi Galland avant la fin de l'année, afin de favoriser la concurrence, donc le pouvoir d'achat : j'espère, monsieur Montebourg, que vous serez au rendez-vous pour voter ce texte. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Arnaud Montebourg](#)

**Circonscription :** Saône-et-Loire (6<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 10

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Économie, finances et emploi

**Ministère attributaire :** Économie, finances et emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 3 octobre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 octobre 2007